



©FAO Guinée-Bissau

AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE FACE AUX MENACES ET AUX CRISES

Mai 2019

ODD:



Pays:

Guinée-Bissau

Code du projet:

TCP/GBS/3602

Contribution de la FAO:

301 000 USD

Période de mise en œuvre:

26 mai 2016 – 30 novembre 2018

Contacts:

Bureau de la FAO en Guinée-Bissau
FAO-GW@fao.org

Partenaires

Ministère de la femme, de la famille et de la cohésion sociale.

Bénéficiaires

30 associations féminines dans les différentes régions du pays.

Contribution au Cadre de programmation par pays

Domaine de priorité 2 («La résilience et la nutrition des populations face aux stress, aux changements climatiques, aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles»), Effet 2 («Les populations vulnérables gèrent efficacement les situations de crises alimentaires, les effets des changements climatiques et les risques de catastrophe.»), Produit 2.1 («Les mécanismes et outils d'adaptation aux changements climatiques, de prévention et de gestion des crises alimentaires et des risques de catastrophes naturelles sont plus maîtrisés, efficaces et efficaces.»)



©FAO Guinée-Bissau

DESCRIPTION DU PROJET

La Guinée-Bissau est l'un des pays les plus pauvres du monde. Réduit à une agriculture de subsistance malgré d'importantes ressources naturelles, il n'arrive pas à couvrir les besoins de sa population et se retrouve ainsi dépendant des importations. L'une des répercussions de cet état de fait est une prévalence de la malnutrition et un taux de pauvreté élevé.

En particulier, les moyens d'existence des communautés locales ne sont pas résilients et les systèmes d'information de suivi de la campagne agricole et de la sécurité alimentaire produisent des données dont la fiabilité n'est pas toujours garantie. L'objectif du projet était de renforcer les capacités du Gouvernement et des communautés (des associations féminines en particulier) quant à la résilience des moyens d'existence.

IMPACT

Le projet a permis de consolider les interventions précédentes de lutte contre l'insécurité alimentaire. La combinaison des trois approches promues par le projet (Associations villageoises d'épargne et de crédit [AVEC], Champs-écoles des agro-pasteurs [CEAP] et protection sociale) a eu un effet multiplicateur sur les moyens d'existence des agriculteurs et éleveurs à travers l'accumulation et la diversification des revenus et l'amélioration de la productivité au niveau des communautés. La résilience des populations vulnérables ciblées a augmenté grâce à l'adoption de bonnes pratiques agricoles, qui ont permis aux bénéficiaires d'affronter la période de soudure en diversifiant leurs productions et sources de revenus pour assurer une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle.

RÉALISATION DES RÉSULTATS

Pour renforcer les capacités d'anticipation et de gestion des risques alimentaires et nutritionnels au niveau national et communautaire, le projet a mis en application au sein de 42 associations féminines l'approche Caisse de résilience (CdR) (basée sur trois piliers: financier à travers les AVEC, Bonnes pratiques agricoles (BPA) au sein des CEAP et le volet social, dans le but d'intégrer en une seule plateforme les aspects techniques, sociaux et financiers de la résilience. L'application de cette approche est nouvelle en Guinée-Bissau et le projet a identifié et recruté des experts pour son introduction.

Trente-huit cadres et techniciens issus des ministères en charge de l'agriculture et de la femme, de la Confédération des femmes en activités économiques (AMAE), du Réseau national des femmes travailleuses de Guinée-Bissau (RNMT) et des organisations non gouvernementales ont été formés sur les approches CEAP, AVEC et CdR. Un manuel de formation sur les caisses de résilience et un manuel de formation sur l'approche CEAP ont été élaborés et mis à la disposition des facilitateurs et des agents des ministères de l'agriculture et du développement rural et de la femme.

Les 42 associations féminines sélectionnées dans les quatre régions du projet (Gabu, Quinara, Cacheu et à Oio) rassemblaient 870 personnes, dont 93 pour cent de femmes. Le projet a fourni des kits pour l'approche AVEC, des motoculteurs, des appareils de traitement, des équipements pour la clôture des parcelles maraîchères, des équipements d'alimentation d'élevage de volaille pour appuyer le développement d'activités de diversification des sources de revenus (horticulture, aviculture et transformation de produits locaux).

Les membres des associations ont été sensibilisés et encouragés à épargner au sein des AVEC, mais également à mettre en place un fonds de solidarité afin de promouvoir la protection sociale au sein des villages. Quarante-deux CdR ont été créées. Au 31 mai 2018, le montant total des parts achetées par l'ensemble des membres des caisses de résilience était d'environ 13 124,855 USD. Six associations ont pu obtenir les documents légaux pour leur reconnaissance officielle. Le projet a organisé des visites d'échanges entre les associations modèles qui ont mis en place une bonne pratique de gestion de leur CdR et les associations moins performantes. Les membres des CEAP ont également fait des échanges avec d'autres CEAP voisins pour discuter des réussites et des contraintes de leurs entreprises. Une base de données est disponible avec des informations actualisées sur: l'état de fonctionnement des caisses de résilience, le taux d'épargne, le montant épargné, le taux de crédit, les montants des crédits, nombre total de femmes et nombre total d'hommes impliqués dans les activités.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

Malgré quelques retards dans la mise en œuvre des activités du projet, liées principalement à des faiblesses organisationnelles de certains partenaires, les activités ont été réalisées dans les délais prévus. L'équipe du projet a mis en place une stratégie de suivi et d'appui pour renforcer les capacités des partenaires opérationnels à travers des rencontres périodiques et le suivi de l'élaboration des rapports d'activités. Le budget a été respecté.

MESURES DE SUIVI À L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT

Il est important de suivre les 42 associations en poursuivant le renforcement de leurs capacités de gestion et d'investissement dans les activités génératrices de revenus pour une meilleure gestion de la situation alimentaire des ménages et une meilleure compréhension des effets du changement climatique et des catastrophes. L'approche Caisses de résilience est innovatrice et pourrait être adoptée pour un meilleur accès des agriculteurs aux financements des activités agricoles. L'application de mécanismes incitatifs pourrait faciliter sa promotion.

DURABILITÉ

1. Développement des capacités

Pour le moment, le pays ne s'est pas encore doté des politiques et de cadre juridique sur les caisses d'épargne et de crédit. Des sensibilisations des autorités et de la société civile sont en cours, mais nécessiteront des appuis spécifiques si le Gouvernement manifeste sa volonté de prioriser ces actions.

Les partenaires opérationnels du projet, AMAE et RNMT, continuent de promouvoir l'approche défendue par le projet. D'autres communautés ont déjà demandé à être formées à cette méthodologie.

Les membres des 42 associations ont bénéficié de nombreuses formations et de coaching pour l'application de bonnes pratiques culturelles à travers l'approche agroécologie, la constitution d'épargne et de crédits communautaires, l'organisation des groupes d'intérêts économiques et le renforcement de l'entraide communautaire.

2. Égalité des sexes

Le projet ciblait spécifiquement les associations féminines: sur les 870 bénéficiaires, 810 étaient des femmes. Les activités d'épargne et de crédit ont permis promouvoir la protection sociale à travers les 42 associations en facilitant l'intégration d'au moins 50 femmes isolées et vulnérables dans chaque association.

La prise en compte de la dimension de l'égalité entre les sexes s'est aussi matérialisée en permettant aux femmes de participer aux prises de décision au niveau des comités exécutifs des villages et en renforçant leur autonomie financière et leurs connaissances.

3. Durabilité environnementale

Les CEAP promeuvent une approche agro-écologique, l'agriculture de conservation et l'adaptation au changement climatique, qui contribuent au respect de l'environnement.

4. Durabilité économique

L'approche CdR suscite un grand engouement au niveau des partenaires financiers et techniques présents en Guinée-Bissau. ONU Femmes s'est associée au projet et a appuyé les caisses de résilience des associations les plus performantes à travers l'octroi de matériel et d'équipements agricoles.

DOCUMENTS ET MATÉRIEL DE DIFFUSION PRODUITS AU COURS DU PROJET

- Note stratégique du Projet TCP/GBS/3602, Noëlie Bambara (Consultante internationale) et Nelvina Barreto.
- Rapport de synthèse du projet, Noëlie Bambara et Nelvina Barreto.
- Rapport de l'atelier de validation de la note stratégique du Projet.
- Rapport de formation des facilitateurs du Projet TCP/GBS/3602.
- Rapport de la deuxième mission de la Consultante internationale du projet, Noëlie Bambara.
- Rapport de l'équipe résilience RAF Programme & opérations, Kossi Adufu.
- Rapport intérimaire du projet, Nelvina Barreto.
- Rapport de mission à Gabu, Nelvina Barreto.
- Rapports de supervision, consultante nationale.
- Rapport des partenaires opérationnels du Projet TCP/GBS/3602.
- Brief du projet sur les Caisses de résilience, Nelvina Barreto.
- Maquette des carnets des membres de la CdR.
- Manuel de formation des caisses de résilience.
- Manuel de formation des CEAP.



RÉALISATION DES RÉSULTATS – MATRICE DU CADRE LOGIQUE

Impact attendu	Améliorer la résilience des populations vulnérables de la Guinée-Bissau		
Résultat	Renforcement des capacités d'anticipation et de gestion des risques alimentaires et nutritionnels au niveau national et communautaire		
	Indicateur (s)	Évolution du pourcentage des ménages au sein des associations ayant amélioré la couverture des besoins alimentaires	
	Situation de référence	Moins de 30 % au niveau national	
	Objectif final	Plus de 75 % au niveau des membres des associations	
	Commentaires et mesures de suivi à adopter	<p>Le projet a identifié et renforcé les capacités de gestion et de structuration de 42 associations féminines qui comptent 870 membres, dont 93 % de femmes. Leurs membres ont été sensibilisés et encouragés à épargner au sein des AVEC, mais également à mettre en place un fonds de solidarité afin de promouvoir la protection sociale au sein des villages. Au 31 mai 2018, le montant total des parts achetées par l'ensemble des membres des caisses de résilience (CdR) était de 7 126 350 FCFA (environ 13 124,855 USD).</p> <p>L'effort d'épargne a permis aux membres d'augmenter leur pouvoir d'acquisition des «parts» pour les fonds de crédit de la CdR.</p> <p>Six associations de femmes participant aux CdR ont été légalisées.</p> <p>Le projet a fourni des motoculteurs, des appareils de traitement, des équipements pour la clôture des parcelles maraîchères, des équipements d'alimentation d'élevage de volaille pour appuyer le développement d'activités de diversification des sources de revenus.</p> <p>Un manuel de formation sur les caisses de résilience et un manuel de formation sur l'approche Champ-école des agro-pasteurs (CEAP) ont été élaborés et mis à la disposition des facilitateurs et des agents des Ministères de l'agriculture et du développement rural et de la femme.</p> <p>Une base de données est disponible avec des informations actualisées sur: l'état de fonctionnement des caisses de résilience, le taux d'épargne, le montant épargné, le taux de crédit, les montants des crédits, nombre total de femmes, nombre total d'hommes.</p>	
Produit 1	La résilience des moyens d'existence des membres d'associations féminines est améliorée		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	Les populations vulnérables gèrent efficacement les situations de crises alimentaires, les effets des changements climatiques et les risques de catastrophe.	Les mécanismes et outils d'adaptation aux changements climatiques, de prévention et de gestion des crises alimentaires et des risques de catastrophes naturelles sont plus maîtrisés, efficaces et efficients.	Oui
Situation de référence	Selon les rapports (évaluation approfondie de la sécurité alimentaire; FAO, PAM, et Plan 2013), 69 % de la population vivrait en dessous du seuil de pauvreté. La Guinée-Bissau connaît une situation de malnutrition et d'insécurité alimentaire structurelle. En termes de sécurité alimentaire et de nutrition, 29 % des ménages ruraux sont affectés par l'insécurité alimentaire: 5 % touchés par une insécurité alimentaire sévère et 24 % par une insécurité alimentaire modérée.		
Commentaires	Dans les quatre régions d'intervention du projet, la composante caisse d'épargne et de crédit selon l'approche AVEC au sein de 42 CdR est opérationnelle au profit de 870 bénéficiaires, dont 93 % de femmes agropasteurs. Une base de données sur les caisses a été constituée. Les CdR ont fixé la valeur moyenne des parts à 500 FCFA (environ 1 USD). Trente-huit cadres et techniciens issus des ministères en charge de l'agriculture et celui de la femme, d'AMAE et de RNMT et des ONG ont été formés sur les approches CEAP, AVEC et CdR.		

Activité 1.1	Identifier 30 associations et les former en SCEC, agro-écologie, conservation des récoltes et surveillance nutritionnelle	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Dans les quatre régions du projet, 42 CdR ont été installées, dont 12 dans les communautés de rizipisciculteurs du projet TCP/GBS/3604. Les caisses sont opérationnelles au profit de 870 bénéficiaires dont 93 % de femmes agropasteurs à Gabu, Quinara, Cacheu et à Oio. Le projet a fourni à chaque association un kit composé de: un coffre-fort, 30 livrets, une calculatrice, un tampon, trois cadenas de sécurité et trois bols.</p> <p>Les capacités de 38 cadres et techniciens issus des ministères en charge de l'agriculture et celui de la femme, des fédérations AMAE et RNMT et des ONG ont été renforcées en approches CEAP, AVEC, CdR ainsi que sur les thèmes techniques d'agro écologie, de conservation des récoltes, de la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux, de la surveillance nutritionnelle communautaire, en santé animale et alimentation des animaux, du changement climatique et de l'adaptation aux effets des changements climatiques et sur l'utilisation sécurisée des pesticides.</p>
Faciliter la légalisation des associations si nécessaire		
Activité 1.2	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Six associations de femmes participant aux CdR ont été légalisées.</p> <p>Il est important de les suivre afin de poursuivre le renforcement de leurs capacités de gestion et d'investissement dans les activités génératrices de revenus afin de pouvoir gérer efficacement leurs situations alimentaires, les effets du changement climatique et des catastrophes.</p>
	Organiser de façon participative des activités de «cash for work» afin entre autres d'augmenter le pouvoir d'acquisition des « parts » constituant les fonds de crédits des SCEC	
Activité 1.3	Réalisé	En partie
	Commentaires	<p>Le «cash for work» n'a pas été appliqué par manque de structures crédibles pour sa mise en œuvre dans les régions. Cependant, les objectifs ont été atteints d'une autre manière. En effet, les associations ont été sensibilisées et encouragées à épargner, ce qui a permis à certains membres d'augmenter leur pouvoir d'acquisition des «parts» pour les fonds de crédit de la CdR.</p>
	Provision d'intrants et de machines agricoles aux associations féminines identifiées afin d'améliorer la productivité et la génération de revenu en appliquant les principes de l'agro-écologie	
Activité 1.4	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Le projet a fourni des machines agricoles en fonction des besoins identifiés par les femmes. Ainsi, des motoculteurs ont été fournis, des appareils de traitement, des équipements pour la clôture des parcelles maraîchères, des équipements d'alimentation d'élevage de volaille. Les femmes à partir des caisses de crédit AVEC des CdR ont pu diversifier leurs sources de revenus et ce, à travers les taux d'intérêt de 5 à 10 % des remboursements des crédits. Les AGR identifiées incluent l'horticulture, l'aviculture et la transformation des produits locaux.</p> <p>Il est recommandé de faciliter l'accès à l'eau sur les sites de production de légumes.</p>
	Promouvoir la protection sociale à travers les 30 associations en facilitant l'intégration de femmes isolées et vulnérables	
Activité 1.5	Réalisé	Oui
	Commentaires	<p>Les 42 associations bénéficiant de CdR ont mis en place les fonds de solidarité (caisses sociales). À chaque réunion des membres de la CdR, un montant de 100 FCFA (0,25 USD) était versé pour constituer le fonds de solidarité. Les femmes membres ont été sensibilisées sur l'aspect social en faveur des plus vulnérables et pour toutes celles qui sont éprouvées.</p> <p>Par exemple dans les régions de Cacheu et de Gabu, huit associations de femmes de 300 membres (dont sept hommes) ont pu épargner 552 000 FCFA (environ 1 000 USD) et constituer un fonds de solidarité d'un montant de 150 000 FCFA (environ 300 USD)</p>

Activité 1.6	Faciliter l'échange d'expérience entre les associations féminines en matière de bonnes pratiques agricoles, environnementales, organisationnelles	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Le projet a organisé des visites d'échanges entre les associations modèles qui ont mis en place une bonne pratique de gestion de leur CdR et les associations moins performantes. Les membres des CEAP ont également fait des échanges avec d'autres CEAP voisins pour discuter des réussites et des contraintes.
Activité 1.7	Identifier et promouvoir les mécanismes incitatifs à l'application des bonnes pratiques d'agro-écologie et de conservation post-récolte	
	Réalisé	En partie
	Commentaires	Les bonnes pratiques d'agroécologie et de conservation post-récolte ont été appliquées dans les CEAP dont certains membres sont affiliés aux associations avec les caisses de résilience. Les partenaires d'exécution dans les régions ont appuyé l'introduction des bonnes pratiques d'agro-écologie pour la production horticole. Cependant, des mécanismes d'incitatifs pour son application n'ont pas été mis en place afin d'en faire la promotion.
Activité 1.8	Superviser les activités et élaborer un compendium des bonnes pratiques engendrées par le projet	
	Réalisé	En partie
	Commentaires	Les activités de supervision ont consisté à la réalisation des missions de supervision, la tenue des ateliers de concertation et la production de rapports d'activités, ce qui a favorisé le partage d'information et la synergie d'actions entre les différents partenaires impliqués dans la mise en œuvre des CEAP/CdR. Une base de données est disponible présentant des informations actualisées sur: l'état de fonctionnement des caisses de résilience, le taux d'épargne, le montant épargné, le taux de crédit, les montants des crédits, nombre total de femmes, nombre total d'hommes.

Unité de la diffusion, de la promotion et des rapports (PSRR)
Division relations et mobilisation des ressources (PSR)

Pour plus d'information veuillez contacter: Reporting@fao.org